

Zimbabwe/Au terme du scrutin du 30 juillet Mnangagwa élu président

AFP

Harare/Zimbabwe

Il obtient 50,8% des suffrages contre 44,3% pour son principal adversaire, Nelson Chamisa. Une issue que rejette ce dernier.

EMMERSON Mnangagwa, ancien bras droit de Robert Mugabe, a été élu président du Zimbabwe dès le premier tour, une victoire immédiatement rejetée hier par l'opposition, laissant craindre de nouvelles tensions dans un pays placé sous le contrôle de l'armée. Emmerson Mnangagwa, qui dirige le Zimbabwe depuis la chute en novembre de Robert Mugabe après trente-sept ans au pouvoir, a obtenu 50,8% des voix, contre 44,3% pour son principal adversaire, Nelson Chamisa, lors des premières élections post-Mugabe, selon des résultats officiels définitifs. "Par conséquent, Emmerson Mnangagwa Dambudzo du parti de la Zanu-PF est déclaré président élu de la République du Zimbabwe, à compter du 3 août", a annoncé la présidente de la commission électorale, Priscilla

Chigumba, sous quelques acclamations. Emmerson Mnangagwa, 75 ans, a lui salué "un nouveau départ", avant d'appeler à l'unité pour "construire un nouveau Zimbabwe pour tous". Mais l'opposition a immédiatement rejeté sa victoire, annonçant qu'elle allait saisir la justice. "Les résultats sont faux, (...) nous allons dénoncer l'ensemble du processus" devant un tribunal, a déclaré Morgan Komichi, porte-parole du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) de Nelson Chamisa. Depuis son indépendance en 1980, le Zimbabwe n'a connu que deux présidents, tous les deux issus de la Zanu-PF : Robert Mugabe, qui a dirigé d'une main de fer le pays pendant trente-sept ans, et Emmerson Mnangagwa, âgé de 75 ans, arrivé au pouvoir après un coup de force de l'armée. Celui qui est surnommé "le crocodile" vient de confirmer dans les urnes son emprise sur le pays. A l'annonce des résultats dans la nuit de jeudi à hier, les rues de la capitale Harare et du fief de l'opposition, Bulawayo (sud), étaient quasiment dé-



Emmerson Mnangagwa, surnommé "le crocodile", vient de confirmer dans les urnes son emprise sur le pays.

sertes. Des militaires étaient visibles à des points névralgiques d'Harare. Un petit groupe de sympathisants de la Zanu-PF dansaient devant l'hôtel Rainbow Towers, qui abritent les bureaux de la commission électorale à Harare. Mercredi, le gouvernement avait prévenu qu'il ne "tolérerait" aucune contestation, après la mort de six personnes lors d'une manifestation de l'opposition, réprimée par l'armée. Les manifestants dénonçaient des fraudes selon eux dans le processus électoral. "DESARORCER" LA CRISE • "On attend maintenant de Mnangagwa

qu'il tienne ses promesses", a réagi hier à Harare un chauffeur de taxi, Langton Madanhi. Sa victoire "signifie qu'on va continuer à souffrir", a estimé pour sa part un garde de sécurité, Emion Chitsate. "On espérait avoir un nouveau dirigeant et un nouveau gouvernement avec des nouvelles idées. Au final, l'avenir sera peut-être plus sombre que du temps de Mugabe". Nelson Chamisa avait tablé sur son jeune âge, 40 ans, et la volonté de changement d'une partie des Zimbabweens, en quête de sang-neuf, pour s'imposer à la présidentielle.

Le président Mnangagwa, soucieux de se démarquer de son prédécesseur, avait promis des élections libres, pacifiques et transparentes, dans l'espoir d'attirer de nouveaux investisseurs occidentaux dans son pays au bord de la faillite. Mais pendant la campagne électorale, l'opposition n'a cessé de dénoncer l'impartialité et le manque de transparence, selon elle, de la ZEC. L'Union européenne s'est inquiétée mercredi de "l'inégalité des chances" entre les candidats, des "intimidations d'électeurs et du manque de confiance dans le processus électoral" qui ont "miné l'environnement pré-électoral". Les Zimbabweens s'étaient déplacés lundi dans le calme et en masse pour ces élections générales historiques qui devaient marquer un tournant dans l'histoire du pays, où les élections ont été régulièrement entachées de fraude et de violence. Mais ces espoirs ont été douchés par la répression meurtrière de mercredi, après l'annonce de la victoire écrasante de la Zanu-PF aux législatives.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Violences. Les explications de Moscou**

La Russie a assuré hier que sa présence militaire en Centrafrique ne visait qu'à former les forces locales sans participer aux combats, après l'assassinat de trois journalistes russes qui enquêtaient sur la présence de mercenaires russes dans ce pays.

• **Côte d'Ivoire/Politique. La colère du PDCI**

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) a condamné jeudi dans une déclaration virulente "la dérive autoritaire du gouvernement", après la révocation par le pouvoir du maire d'une des communes d'Abidjan, Noël Akossi Bendjo, un des barons de ce parti.

• **Guinée-Bissau/Social. Fonctionnaires : la grève est finie**

Les fonctionnaires de Guinée-Bissau ont mis fin jeudi soir à leur grève après un accord avec le gouvernement pour une hausse du salaire minimum et de meilleures conditions de travail, a-t-on appris hier auprès de leur syndicat.

• **Nigeria/Accident. 21 morts dans un naufrage**

Vingt-et-une personnes dont quatre enfants qui tentaient de regagner leurs villages après en avoir été chassés par des groupes armés, ont perdu la vie jeudi, dans l'Etat de Sokoto (nord du Nigeria), lorsque leur embarcation a chaviré dans les courants de la rivière du district de Gandi, a-t-on appris hier auprès des services de secours.

• **RDCongo/Présidentielle. Le baroud d'honneur de Katumbi**



L'opposant en exil Moïse Katumbi a livré hier un baroud d'honneur pour défier son adversaire le président Joseph Kabila en mettant en scène une tentative de retour qu'il savait impossible en République démocratique du Congo.

• **Tunisie/Manifestation. Contre les réformes sociales**

Plus de mille personnes ont manifesté hier à Sfax, dans l'est tunisien, pour protester contre des réformes sociales récemment proposées par une commission présidentielle, selon un correspondant de l'AFP.

Mali/Présidentielle

"IBK" largement en tête

AFP

Bamako/Mali

Le président sortant a recueilli 41,42% des suffrages. Un second tour l'opposera à son principal opposant Soumaïla Cissé (17,8%), qui tente de mobiliser.

LES Maliens connaissent enfin hier les protagonistes du second tour de la présidentielle, entre le sortant Ibrahim Boubacar Keïta et son principal opposant, Soumaïla Cissé, mais l'opposition n'a pas encore annoncé sa ligne de conduite face à la large avance de M. Keïta. La communauté internationale, présente militairement avec la force française Barkhane, qui a pris le relais de l'opération Serval déclenchée en 2013 contre les jihadistes, et avec les Casques bleus de l'Onu, attend du vainqueur une relance de l'accord de paix signé en 2015 par le camp gouvernemental et l'ex-rébellion à dominante touareg, dont l'application accumule les retards. Malgré cet accord, les violences jihadistes ont non

seulement persisté, mais se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires. Soumaïla Cissé a recueilli le 29 juillet 17,8% des voix, contre 41,42% pour Ibrahim Boubacar Keïta, dit "IBK" selon des résultats officiels proclamés jeudi soir. "Pour la première fois dans l'histoire de la démocratie malienne, un président en exercice est contraint à un 2e tour", s'est réjoui le chef de l'opposition, qui affrontera de nouveau M. Keïta au second tour, comme en 2013, estimant que le projet de le faire réélire dès le premier tour avait échoué "malgré la fraude". Cette nouvelle évocation de fraude augure de recours juridiques. Un pas que s'apprêtait à franchir le candidat arrivé troisième avec 7,59%, l'homme d'affaires Aliou Boubacar Diallo. Tout en se disant "largement satisfait" de sa "prouesse", M. Diallo a déjà annoncé sur Facebook qu'il allait saisir la Cour constitutionnelle. Enfin, le positionnement



Les Maliens ont pris connaissance hier des résultats de la présidentielle. Un duel opposera au second tour le sortant Ibrahim Boubacar Keita (IBK) à l'opposant Soumaïla Cissé.

de l'ancien chef de gouvernement de transition (avril-décembre 2012), Cheick Modibo Diarra, arrivé quatrième avec 7,46%, loin devant les 20 autres candidats, sera très attendu. **ATTAQUE PENDANT LE VOTE** • La participation a été de 43,06%, un taux plutôt supérieur à la moyenne habituellement observée dans ce vaste pays d'Afrique de l'Ouest connu pour son rayonnement culturel mais où moins d'un tiers des plus de 15 ans sont alphabétisés. En outre, elle a été affectée par une série d'attaques

jihadistes présumées qui ont perturbé le vote dans plus de 700 bureaux sur quelque 23 000, essentiellement dans des zones rurales du centre, malgré la mobilisation de plus de 30 000 membres des forces de sécurité, nationales et étrangères. Le moment de l'annonce, à la veille du dernier jour légal pour la proclamation des résultats, a surpris les Maliens, et même les partisans des deux principaux candidats, ont constaté des journalistes de l'AFP. "Grâce à vous, je suis en tête", s'est félicité sur le compte Twitter de sa cam-

pagne le président sortant. "Ceci est une preuve évidente de votre confiance accordée", a-t-il ajouté. A son quartier général de campagne une quinzaine de ses partisans affichaient des mines triomphales. A contrario, l'ambiance était morose au siège de l'Union pour la République et la démocratie (URD), la formation de Soumaïla Cissé. "17%, c'est pas vrai, c'est pas vrai", répétait, amer, un militant, Aboulaye Askofare. "Tous les partis de l'opposition doivent rejeter ces résultats", ajoutait-il sans cacher son amertume. Pour l'emporter, Soumaïla Cissé devra faire le plein des voix des autres candidats. Un rassemblement en ce sens s'est esquissé mercredi, les deux tiers des candidats affirmant qu'ils n'accepteraient pas les résultats des bureaux "affectés par des irrégularités". Le directeur de campagne de Soumaïla Cissé, Tiébilé Dramé, s'est félicité à cette occasion de la constitution d'un "embryon de front +Tout sauf IBK+".